



La Communauté Urbaine Creusot Montceau
Direction de l'aménagement opérationnel
Château de la Verrerie
BP 90069
71206 LE CREUSOT CEDEX

**APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR L'ILOT JEAN-
JAURES**
REGLEMENT GENERAL
QUARTIER D'HABITAT JAURES - CREUSOT

Date limite de réception des candidatures : ~~mardi 2 septembre 2025 à 12h~~ **vendredi 12
septembre 2025 à 12 h 00**

SOMMAIRE

Article 1 : Contexte de l'AMI.....	4
Un cadre de référence : le programme Action Cœur de Ville.....	4
La stratégie Action Cœur de Ville.....	4
Contexte d'un premier appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour l'ilot Jean-Jaurès.....	4
Présentation de la ville.....	5
Le profil du territoire.....	5
Contexte territorial et démographique.....	5
Dynamique économique.....	5
Enjeux d'habitat et d'attractivité.....	5
Mobilité et accessibilité de la CUCM.....	5
Urbanisme et cadre de vie.....	5
Marché immobilier.....	6
Commerces et centralités.....	6
Article 2 : présentation du site Jean-Jaurès.....	6
L'ilot urbain Jean-Jaurès.....	6
Présentation du site.....	7
Attendus programmatiques.....	8
Article 3 : Cadre général de l'appel à manifestation d'intérêt.....	8
Objet de l'AMI.....	8
Convention cadre de l'opération de revitalisation du territoire (ORT).....	9
Gouvernance de l'AMI.....	9
Article 4 : Déroulement et organisation de l'AMI.....	9
Calendrier de la consultation.....	9
Conditions de participation.....	10
Présentation et composition des groupements.....	10

Incompatibilité – conflits d'intérêts.....	10
Accès à l'informations.....	11
Visites de site.....	11
Documents disponibles.....	11
Article 5 : Composition des rendus et modalités de sélection.....	11
Délai de validité des offres.....	11
Variantes.....	11
Composition et critères d'analyse pour la partie candidature.....	11
Composition et critères d'analyse pour la partie offre.....	12
Notice méthodologique.....	12
Montage opérationnel et financier.....	12
Processus de sélection.....	13
Conditions de remise des candidatures.....	14
Article 6 : Règles de confidentialité.....	15
Article 7 : Droits d'auteur.....	15

ARTICLE 1 : CONTEXTE DE L'AMI

1. Un cadre de référence : le programme Action Cœur de Ville

Le programme Action Cœur de Ville, lancé en 2018 jusqu'en 2026 et piloté par le ministère de la Cohésion des territoires, vise à revitaliser les centres-villes. Dans ce cadre, une consultation nationale intitulée Réinventons nos Cœurs de Ville a été lancée en partenariat avec le ministère de la Culture et d'acteurs financiers comme la Caisse des Dépôts. Parmi les 22 villes candidates de la région Bourgogne-Franche-Comté, 15 ont été retenues, dont le Creusot.

La stratégie Action Cœur de Ville

La stratégie repose sur le rôle central de l'industrie dans l'identité du territoire, en cherchant à renforcer l'attractivité urbaine en complément de l'attractivité économique.

Trois axes structurent la démarche :

1. Une politique d'accueil : attirer de nouveaux arrivants (actifs, familles, étudiants) avec une offre de logement dense et de qualité,
2. Une qualité de vie : améliorer l'urbanisme, les services et le cadre de vie pour les habitants actuels, avec un impact positif sur le recrutement local,
3. La notion de ville ludique : repenser les espaces publics, commerciaux et résidentiels pour les rendre plus vivants, conviviaux et partagés (ex : jeux, jardins, culture).

Ainsi, les priorités sont l'habitat et le commerce, avec un objectif principal : intensifier la vie au centre-ville par une approche durable, inclusive, et adaptée aux différents publics (actifs, étudiants, seniors). Les futurs projets sur le site Jean Jaurès devront incarner ces ambitions de manière exemplaire.

Dans ce cadre, une fiche action intitulée « Valorisation du quartier Jean Jaurès » a été élaborée, avec pour objectif d'aménager le quartier en proposant une offre d'habitat nouvelle et de qualité, pour donner suite aux démolitions.

2. Présentation de la ville

a. Le profil du territoire

i. Contexte territorial et démographique

Le Creusot appartient à la Communauté Urbaine Creusot Montceau (CUCM), un EPCI de 34 communes regroupant 90 674 habitants en 2024. L'aire urbaine du Creusot compte 38 117 habitants (2021). La CUCM connaît des mutations sociodémographiques : vieillissement de la population, hausse des ménages monoparentaux. Toutefois après avoir perdu de nombreux habitants, la démographie semble se stabiliser, voir reprendre dans certains secteurs dynamiques (ex. : la ville du Creusot connaît à nouveau un solde migratoire positif)

ii. Dynamique économique

Le territoire est marqué par une forte tradition industrielle avec environ 4 500 emplois dans une centaine d'entreprises de pointe (ArcelorMittal, Alstom, Framatome...). Ce fort dynamisme se confirme avec l'arrivée de 1 200 nouveaux emplois principalement industriels au cours des cinq prochaines années.

iii. Enjeux d'habitat et d'attractivité

Le centre-ville du Creusot souffre d'un parc de logements ancien, peu attractif et inadapté aux attentes actuelles. Le taux de vacance est élevé (12.9% en 2021). La stratégie intercommunal en matière d'habitat et de peuplement est en cours de renouvellement, qui donnera lieu à un ajustement des orientations prioritaires et à un nouveau plan d'action et la mise en place d'outils opérationnels pour renforcer l'offre résidentielle. Avec la création de 1 200 nouveaux emplois sur le territoire il est essentiel de développer de nouvelles constructions et de réhabiliter les logements anciens existants pour offrir des habitats de qualité adaptés à ce public-cible, qu'il s'agisse de logements en location ou en accession à la propriété. Un dispositif spécifique de mise en relation entre la demande issue des recrutements et l'offre existante ou à venir vient d'être lancé. Il donnera lieu à de nouveaux partenariats avec les entreprises (Ex. : convention de réservation, bail collectif...).

iv. Mobilité et accessibilité de la CUCM

La mobilité repose principalement sur la voiture, soutenue par la gratuité du stationnement. Le réseau est structuré par la RCEA, l'A6, la gare TGV, les gares TER. La marche à pied est le second mode de déplacement. L'Eurovéloroute 6, infrastructure nationale, constitue un axe structurant du schéma cyclable. 8 lignes régulières de bus desservent le territoire : 3 lignes sur le bassin du Creusot, 3 lignes sur le bassin de Montceau, 1 ligne reliant la gare TGV et permettant les correspondances entre Paris et Lyon, 1 liaison Intercités Le Creusot – Montceau, combinant lignes régulières urbaines et TER.

v. Urbanisme et cadre de vie

L'urbanisme du creusot s'organise autour des industries de la ville, ainsi il n'existe pas deux centres-villes mais plutôt deux centralités structurantes. La première s'articule autour de la rue Jean-Jaurès, de la place Schneider, et de la rue du général Leclerc, tandis que la deuxième s'articule autour de la rue Foch. Bien que la ville bénéficie de nombreux espaces verts, la continuité paysagère est faible. Le renforcement de la trame verte constitue un levier supplémentaire pour améliorer l'attractivité résidentielle.

vi. Marché immobilier

Le marché immobilier est peu tendu, avec des prix dans les fourchettes basses du département, et une part de logements anciens peu attractifs. L'accession individuelle en maison reste la norme, portée par des primo-accédants ou des cadres en mutation. Les logements à vendre nécessitent souvent des rénovations énergétiques. Une offre nouvelle, qualitative, fait l'objet d'une réelle demande dès aujourd'hui. L'offre de logements locatifs privés, de qualité et avec cuisine équipée, recherchée par les nouveaux salariés, est très peu présente.

vii. Commerces et centralités

La stratégie de revitalisation du centre du Creusot mise sur l'amélioration des espaces publics, l'animation commerciale et la requalification du bâti.


ARTICLE 2 : PRESENTATION DU SITE JEAN-JAURES

1. L'îlot urbain Jean-Jaurès

Le site Jean-Jaurès dispose d'une excellente situation à proximité :

- Du technopôle Hub and Go (pôle entrepreneurial, laboratoires de recherche, école d'ingénieur Polytech Dijon, Fab Lab, start'up, salles et espaces pour séminaires et événementiels mission Développement économique de la CUCM),
- De l'école de production de l'IUMM,
- Du campus Sud Bourgogne et de ses équipements sportifs et culturels qui accueillent 1800 étudiants,
- De commerces de proximité et de services, ,
- Il est à la marge dans un périmètre de l'ABF (proximité avec le château de la verrerie)



 : Périmètre de l'îlot Jean-Jaurès



: Périmètre rattaché à l'îlot Jean-Jaurès, correspondant à la gare routière (non inclus dans le présent appel à manifestation d'intérêt).

2. Présentation du site

Le périmètre du site proposé à l'appel à manifestation d'intérêt est le suivant et se découpe en trois lots distincts :





Selon les demandes et les offres, une fusion des lots n°1 et n°2 pourra être envisagée.

- L'ensemble est compris dans la parcelle cadastrée Section AD n°005,
- Propriétaire : Communauté Urbaine Creusot-Montceau,
- Surface totale de l'îlot commercialisé : 7 162 m²,
- Découpage de l'îlot en 3 lots distincts :
 - Lot 1 : 2 200 m²
 - Lot 2 : 2 200 m²
 - Lot 3 : 2 200 m²

Il est précisé que ces surfaces sont données à titre indicatif et qu'elles pourront évoluer en fonction des besoins exprimés par les candidats, dans le cadre des négociations.

Un opérateur, ou un groupement d'opérateurs, pourra soumettre une offre portant sur un ou plusieurs lots, voire sur l'ensemble des lots. Il devra préciser de manière explicite le ou les lots sur lesquels il se positionne.

Afin de favoriser la commercialisation de ces différents lots, la Communauté Urbaine souhaite adopter une stratégie progressive, en proposant un phasage allant d'est en ouest.

Le lot 1 doit faire l'objet d'un programme adapté au projet d'investisseurs locaux pour l'implantation d'une offre de services de Santé et de logements associés.

La partie la plus à l'ouest de l'îlot, d'une superficie de 1 022 m² n'est volontairement pas commercialisée en raison de contraintes techniques liées à la topographie. Cette zone,

inconstructible, offre l'opportunité de créer un espace tampon avec la gare routière et de développer l'aménagement d'un espace public végétalisé.

Par ailleurs, la Communauté Urbaine envisage, dans un proche avenir, la requalification de la gare routière, qui complétera la revalorisation de l'ensemble du site.

3. Attendus programmatiques

L'objectif du projet est de développer une offre de logements locatifs et en accession libre, adaptée aux actifs nouvellement arrivés ou arrivant sur le territoire. Il s'agira également d'intégrer des espaces partagés favorisant le lien social. Les logements proposés devront présenter une diversité de typologies, notamment une offre de T2, T3 et T4, avec cuisine équipée, espace extérieur, peu présente sur le secteur. Une attention particulière sera portée aux usages, avec une priorité donnée aux formes urbaines innovantes et aux mobilités douces, dans une logique de densification harmonieuse de l'îlot.

Le programme prévoit également sur le lot 1, l'implantation de commerces et de services de proximité, notamment la relocalisation- extension de l'actuelle Pharmacie du parc - place Schneider, et d'un cabinet médical en rez-de-chaussée, ainsi qu'un cabinet dentaire en R+1 et des logements dans les étages supérieurs dont 2 logements de fonctions,. Des espaces à vocation tertiaire ou commerciale sont envisagés sur les lots n°2 et n°3, tels qu'une salle de sport, un restaurant ou un café d'étape, afin de proposer des services adaptés aux actifs, notamment pour la pause déjeuner.

Le projet doit favoriser les continuités urbaines en poursuivant le lien avec la cité de la Molette, la vie de quartier de l'axe rue Jean Jaurès / route de Montcenis, le quartier de l'université (site Technopolitain, Ecole UIMM, IUT, centre Condorcet, Staps), le quartier de l'avenue de l'Europe, le quartier de la rue Jean Jaurès et la place Schneider. Un maillage de liaisons douces devra s'incorporer dans la trame verte et la chaîne de parc existante.

ARTICLE 3 : CADRE GENERAL DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

1. Objet de l'AMI

Le dispositif d'Appel à Manifestation d'Intérêt vise à sélectionner des projets immobiliers en vue d'un démarrage des premières opérations en 2026, parmi lesquelles à minima le lot n°1. Ce processus s'inscrit dans le cadre d'un transfert de droits entre la collectivité propriétaire et l'équipe lauréate retenue pour chaque lot de l'îlot.

La Communauté urbaine envisage ainsi la vente du foncier à prix fixe (au prorata du nombre de mètres carrés de surface au sol concerné par le projet), sans complément associé à une participation pour création d'équipements. Elle conservera la maîtrise d'ouvrage des futurs espaces devant relever de la domanialité publique. Les orientations programmatiques des collectivités ne prévoient pas la réalisation d'équipements publics à la charge de l'opérateur.

L'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) est une procédure dont les dispositions du Code de la commande publique ne sont pas applicables, l'opération ne portant pas sur la conclusion de contrats de la commande publique.

Pour rappel, les candidats devront indiquer clairement si leur offre porte sur un ou plusieurs lots. Toutefois, l'attribution se fera selon la volonté de la Communauté Urbaine pour un ou plusieurs lots pour chaque lauréat(s), sur la base des conclusions du jury de sélection.

2. Convention cadre opération de revitalisation du territoire (ORT)

L'îlot Jean-Jaurès se situe dans le périmètre de l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) de la ville du Creusot. Cette démarche vise à répondre aux enjeux de revitalisation des centralités : modernisation du parc de logements et des locaux commerciaux, lutte contre la vacance et l'habitat indigne, réhabilitation de friches urbaines, et valorisation du patrimoine bâti. Elle s'inscrit dans une logique de complémentarité, de mixité sociale, d'innovation et de transition écologique.

3. Gouvernance de l'AMI

Les candidats seront retenus suite à un jury de sélection.

Le suivi du projet Jean Jaurès sera ensuite effectué par un comité de pilotage et un comité technique.

Les partenaires qui pourront être associés sont, outre la Ville et la Communauté urbaine, sont les partenaires financeurs des opérations (ex. : action logement, banque des territoires, Région Bourgogne Franche Comté, l'Etat...)

ARTICLE 4 : DEROULEMENT ET ORGANISATION DE L'AMI

1. Calendrier de la consultation

L'Appel à Manifestation d'Intérêt, se déroulera en un seul tour. Les candidats devront remettre leur dossier de candidature, qui sera présenté puis étudié par un jury. Ne pourront être présentés au jury que les éléments qui figureront déjà dans le dossier de candidature transmis.

Dans le cas où aucun candidat ne se positionne sur un des lots proposés, la Communauté Urbaine se réserve le droit de le proposer directement à un ou plusieurs candidat(s) déjà positionné(s) sur un ou plusieurs lots.

Le calendrier qui devra être respecté est le suivant :

- Fin du mois de juin 2025 : lancement de l'AMI,
- 12 septembre 2025 : remise des candidatures,
- Fin du mois de septembre – début octobre 2025 : présentation et jury de sélection d'un candidat par lot,
- Novembre et décembre 2025 : décision de la CUCM relatives au compromis de vente, puis signatures,
- 1^{er} semestre 2026 : dépôt du permis de construire du lot 1, à minima,
- 2^{ème} semestre 2026 : dépôt du permis de construire du lot 2, à minima,
- Au plus tard, deuxième semestre 2026 : lancement des travaux pour le lot 1.

- Au plus tard, 1^{er} semestre 2027 : lancement des travaux pour le lot 2.

2. Conditions de participation

a. Présentation et composition des groupements

Les équipes sont invitées à se présenter sous la forme d'un opérateur ou d'un groupement permettant de répondre à l'ensemble des enjeux inscrits dans la fiche technique de site. Les compétences, le rôle, le statut de chaque membre de l'équipe, les relations juridiques établies ou à établir entre les différents membres de groupement éventuels, devront être clairement identifiés.

Le groupement devra désigner un mandataire. Chacun des membres ne pourra participer qu'à un seul groupement candidat.

Les compétences qui doivent obligatoirement être présentes sont :

- Mandataire : investisseur ou promoteur ou constructeur. Le mandataire présentera l'équipe et en sera le garant. Il sera le correspondant unique de la CUCM et l'acquéreur potentiel du terrain,
- Architecte,
- Economiste de la construction,
- Paysagiste : les espaces publics seront réalisés par le bureau d'études de la Communauté Urbaine, cependant une proposition est attendue par le candidat,
- Bureau d'étude (structure et fluides à minima), confirmant la faisabilité technique des projets.

b. Incompatibilité – conflits d'intérêts

Le Mandataire de l'équipe a la responsabilité de s'assurer que la composition de son équipe et que l'offre remise ne crée pas de conflits d'intérêts, sous peine de voir sa candidature ou son offre écartée par la collectivité.

3. Accès à l'informations

a. Visites de site

Aucune visite de site n'est imposée au candidat puisque celui-ci est parfaitement visible et accessible depuis l'espace public. Cependant, celui-ci devra, dans le dossier de remise de l'appel à projets, justifier de 10 photographies prises sur le site, en annexe.

b. Documents disponibles

Sont mis à disposition des candidats les documents suivants :

- Le présent règlement général de l'appel à projets,
- La fiche technique du site,
- Le PLUi-H, le zonage et le règlement (un extrait),
- Un plan topographique de l'ilot Jean-Jaurès à l'échelle 1/200 (y compris de la galerie minière du tunnel de la fonderie,
- Une cartographie des aléas miniers à l'échelle 1/2149,
- Un plan des servitudes à l'échelle 1/6000,
- Etude géotechnique, 2020,
- Etude pollution 2020,
- Un plan des réseaux de l'ilot Jean-Jaurès.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DES RENDUS ET MODALITES DE SELECTION

1. Composition et critères d'analyse pour la partie candidature

Chaque candidat devra produire à minima dans un dossier « candidature » les pièces suivantes :

- Une lettre de candidatures (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement,
- Déclaration du candidat (formulaire DC2),
- Lettres d'engagement des membres du groupement,
- Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :
 - Aptitude à exercer l'activité professionnelle
 - Capacité économique et financière :
 - Le chiffre d'affaires des trois dernières années
 - L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle
 - Capacités techniques et professionnelles :
 - Les moyens humains et matériels : pluridisciplinarité de l'équipe présentée au regard du contexte et des enjeux du projet
 - Cinq références similaires au présent marché, datant autant que possible de moins de cinq années
- Note méthodologique (15 pages maximum) permettant à minima de renseigner l'approche du candidat quant :
 - A sa compréhension du site et des enjeux du projet
 - A la programmation qu'il convient de réaliser (approche contradictoire)
 - Aux intentions urbaines, architecturales et paysagères qu'il envisage (avec un schéma de principes exprimant de manière claire les choix d'aménagement),

A noter : le niveau de précision des documents et des informations accompagnant cette note sont les suivants : plan masse 1/100 illustrant l'implantation des bâtiments, des espaces publics, des circulations et des équipements, plans de coupe, illustration visuelle.

- A la capacité du projet à s'intégrer dans une diversité de propositions architecturales sur l'îlot Jaurès,
 - A l'adéquation avec les objectifs du programme « Action Cœur de Ville » et plus largement l'impact souhaité sur la dynamisation du quartier d'implantation des projets.
 - Au délai de réalisation, phasage et calendrier / prix de sortie envisagé au m² en distinguant locaux d'activités et logements / stratégie de commercialisation / modalités d'acquisition du terrain d'assiette du projet)
- Éléments financiers et commerciaux :
 - Montage financier étudié et explicité
 - Répartition des différents maîtres d'ouvrage et investisseurs par type de programme
 - Stratégie de commercialisation (prix de sortie et phasage)
 - A la répartition des rôles permettant la concrétisation du projet (organisme constructeur / organisme investisseur /

Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante :

*<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou
Accueil | [economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)*

- Recueil de photographies (10) en référence à l'article 3/a du présent règlement.
- Tout autre document permettant d'appréhender sa proposition, sa compréhension du site et des enjeux, les solutions techniques et financières qu'il envisage pour répondre au besoin exprimé.

2. Composition et critères d'analyse pour la partie offre

Les candidats seront évalués en fonction des critères suivants :

1. Pertinence de l'analyse du site et des enjeux du projet (20%)
2. Cohérence avec les objectifs stratégiques et territoriaux (20%)
3. Qualité de la conception urbaine, architecturale et paysagère (35%)
4. Faisabilité opérationnelle et économique du projet (25%)

3. Processus de sélection

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, la CUCM peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Dès la remise des candidatures, la CUCM procèdera à leur analyse, selon les modalités édictées dans le présent règlement.

Les candidats devront remettre leur dossier de candidature d'ici au 12 septembre à 12h00, via le profil d'acheteur Arnia / Territoires numériques.

Les candidats seront ensuite invités à présenter leur dossier devant le jury de sélection fin septembre ou début octobre 2025. Ces entretiens viseront à permettre aux candidats de clarifier leur proposition, exclusivement à partir des éléments transmis dans leur offre. Cette exigence garantit l'équité de traitement entre tous les candidats, jugé indispensable pour éclaircir notamment les options de montage retenues (constructeur/investisseur) et répondre aux questions du jury.

Le délai entre la remise des candidatures et les auditions offrira au jury le temps nécessaire pour procéder à une préanalyse des dossiers.

A la suite des entretiens, le jury désignera un lauréat pour chaque lot. Pour rappel, un même candidat peut être retenu sur plusieurs lots.

Le jury, présidé par le Président de la CUCM, Maire du Creusot, sera pluridisciplinaire et comprendra des représentants de la CUCM et de la ville du Creusot, du monde de la conception, de partenaires d'Action Cœur de ville et pour le lot 1 des représentants des acquéreurs finaux du programme de services en Santé.

L'appel à projet est publié sur le profil d'acheteur ARNIA / Territoires numériques.

4. Conditions de remise des candidatures

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, la Communauté Urbaine invite les candidats à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel la CUCM pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, la Communauté urbaine se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- Standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf

- .doc ou .docx ou .xls ou .xlsx ou .ppt
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .jpg, et png

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à la Communauté Urbaine.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau

Monsieur le Président

Château de la Verrerie

BP 90069

71206 LE CREUSOT CEDEX

Aucune signature électronique des documents n'est exigée dans le cadre de cette consultation.

La transmission des candidatures par voie électronique est imposée. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 6 : REGLES DE CONFIDENTIALITE

Les équipes candidates sont informées que les informations, pièces et éléments transmis aux collectivités sont couvertes par le respect d'une règle stricte de confidentialité. Toutefois, il est rappelé qu'en application des articles L. 311-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration, au terme de la procédure d'appel à manifestation d'intérêt, les collectivités pourront être conduites à communiquer aux personnes en faisant la demande les orientations générales des projets finalement non retenus et l'offre du lauréat de l'appel à projets.

Les candidats s'interdisent de communiquer à des tiers les éléments portés à leur connaissance au cours d'éventuelles négociations avec la collectivité.

ARTICLE 7 : DROITS D'AUTEUR

Le lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt cède à la collectivité à l'initiative de l'AMI et aux partenaires ayant contribué à la mise en œuvre de cet AMI, , à titre exclusif, pour toute la durée légale des droits d'auteur, les droits de propriété intellectuelle qu'il détient ou qu'il a obtenus de l'auteur sur les prestations accomplies en exécution de l'AMI. Ces droits comprennent, notamment :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- Pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier.